



Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier
mensuel
de
conjoncture

Direccte Direction régionale des entreprises,
de la concurrence, de la consommation,
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

4 septembre 2015

Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 2 octobre 2015.

◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

◆ **Marché du travail**

- *Page 5* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois
- *Page 6* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département
- *Page 7* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe
- *Page 8* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge
- *Page 9* : demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par catégorie professionnelle et domaine professionnel
- *Page 10* : demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA
- *Page 11* : flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi
- *Page 12* : taux de chômage (Insee)

◆ **Emploi**

- *Page 13* : offres d'emploi confiées à Pôle emploi
- *Page 14* : évolution récente de l'intérim
- *Page 15* : évolution récente de l'emploi salarié

◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 17* : activité partielle
- *Page 18* : procédures de licenciement collectif

Synthèse régionale

MARCHE DU TRAVAIL

En juillet 2015, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) baisse de -0,3 % en Île-de-France (données CVS) et de -0,1 % en France métropolitaine.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits progresse de +0,1 % dans la région et de +0,3 % en France métropolitaine. En un an, la hausse en catégorie ABC s'élève à +5,5 % en Île-de-France et à +6,6 % en France métropolitaine.

À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C. Face aux événements qui ont affecté la comptabilisation du nombre de demandeurs d'emploi ces derniers mois, on préférera commenter les évolutions mensuelles et annuelles, plutôt que les évolutions trimestrielles.

Au premier trimestre 2015, le taux de chômage francilien représente 8,8 % de la population active, diminuant de -0,1 point par rapport au quatrième trimestre 2014.

EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands augmente légèrement au 1^{er} trimestre 2015 en Île-de-France, soutenu seulement par les services marchands. L'activité intérimaire semble se maintenir, voire progresser ces derniers mois, principalement motivée par les services marchands. Pas de signe concret de redémarrage dans la construction, mais la baisse reste modérée.

MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de juillet 2015, le nombre d'autorisations et d'heures d'activité partielle autorisées se situe toujours à un niveau faible, quasi-exclusivement sollicitée par la construction et la fabrication de matériels de transports. A partir de ce mois-ci, le suivi des licenciements collectifs change, nos données portant désormais sur les PSE, plans de sauvegarde de l'emploi (plus de détails sur la nature de ces changements à la page 18). Les données ne sont ainsi pas comparables avec celles auparavant publiées. En juillet, 41 PSE ont été initiés en Île-de-France et 1067 postes franciliens sont menacés par des PSE.

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2015

➤ À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

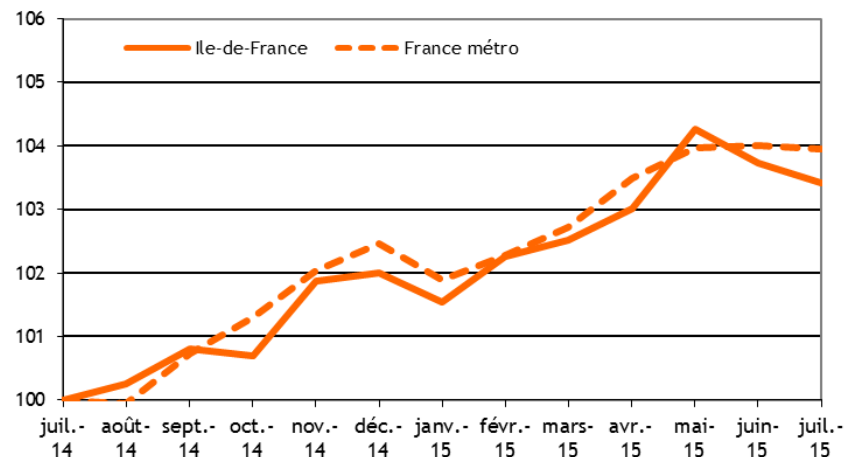
□ En juillet 2015, la demande d'emploi de catégorie A diminue en Île-de-France de -0,3 % après correction des variations saisonnières. Elle baisse de -0,1 % en France métropolitaine.

□ En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emplois enregistrés augmente de +0,1 % dans la région, et de +0,3 % en France métropolitaine.

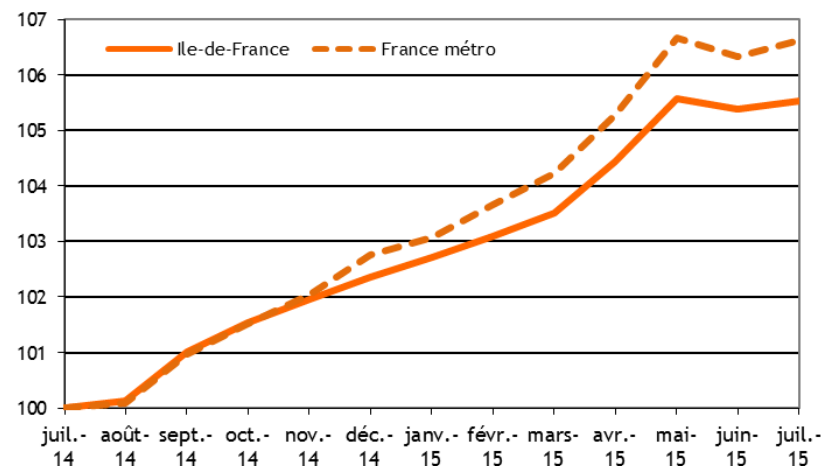
□ Sur un an, bien qu'il soit difficile d'interpréter les évolutions des derniers mois, la hausse en catégorie A s'élève à +3,4 % en Île-de-France et +3,9 % en France métropolitaine. Pour la catégorie ABC, l'augmentation atteint +5,5 % en région francilienne et +6,5 % en France métropolitaine.

Juillet 2015	Île-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Île-de-France	France	Île-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	670 250	3 551 600	-0,3	-0,1	3,4	3,9
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	950 970	5 412 500	0,1	0,3	5,5	6,6

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en juillet 2014)



Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en juillet 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2015

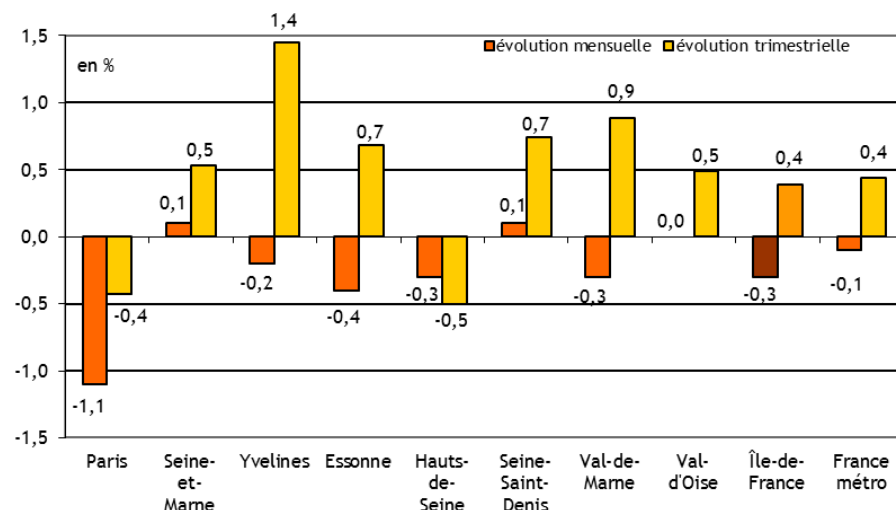
➤ À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

□ En catégorie A, Paris connaît en juillet 2015 la plus forte baisse du nombre de demandeurs d'emplois dans la région à -1,1 %, suivi par l'Essonne (-0,4 %). Le Val-d'Oise (0,0 %), la Seine-et-Marne et la Seine-Saint-Denis (tous deux +0,1 %) sont les seuls départements à ne pas connaître de baisse ce mois-ci.

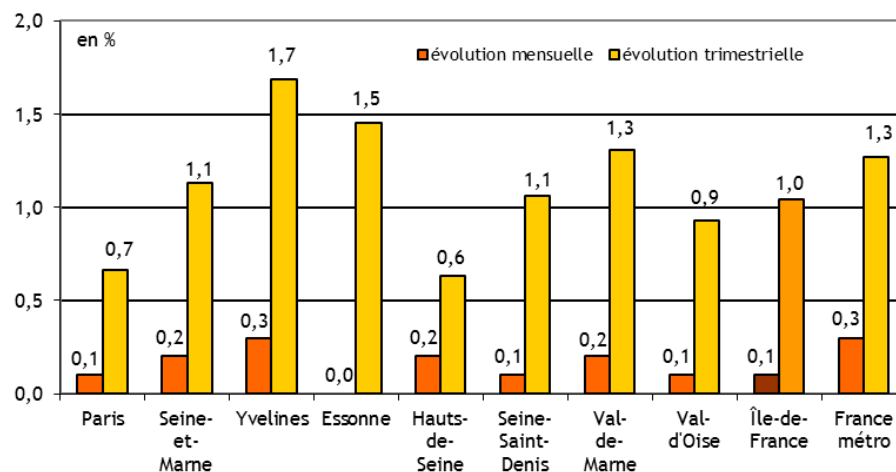
□ En catégorie ABC, l'Essonne se stabilise (0,0 %) tandis que les autres départements affichent une légère hausse (entre +0,1 % et +0,3 %) en juillet.

CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	133 490	-1,1	199 960	0,1
Seine-et-Marne	66 310	0,1	95 740	0,2
Yvelines	63 730	-0,2	90 320	0,3
Essonne	57 610	-0,4	83 740	0,0
Hauts-de-Seine	80 760	-0,3	112 930	0,2
Seine-Saint-Denis	121 030	0,1	163 890	0,1
Val-de-Marne	75 290	-0,3	104 370	0,2
Val-d'Oise	72 030	0,0	100 020	0,1
Île-de-France	670 250	-0,3	950 970	0,1
France métropolitaine	3 551 600	-0,1	5 412 500	0,3

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2015

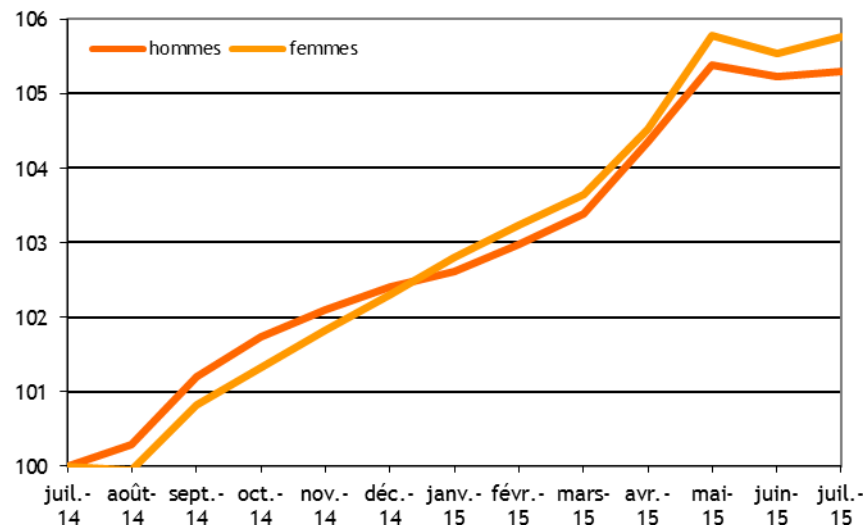
La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

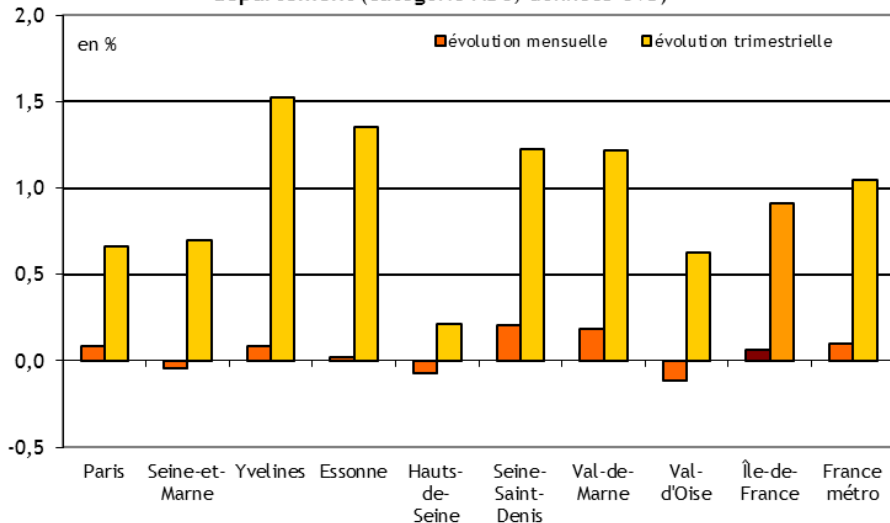
En juillet 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmente en Île-de-France de +0,1 % pour les hommes et de +0,2 % pour les femmes.

En France métropolitaine, pour la même période, la hausse est similaire pour les hommes (+0,1 %) mais plus marquée pour les femmes (+0,5 %).

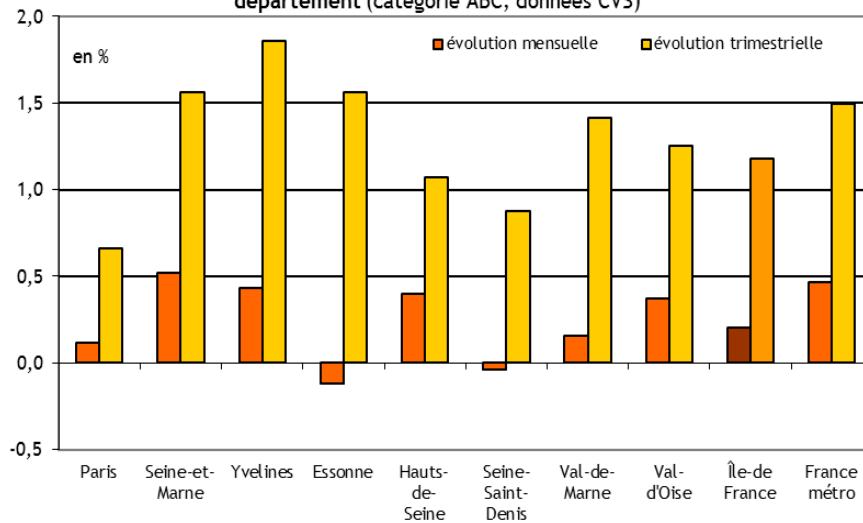
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juillet 2014)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2015

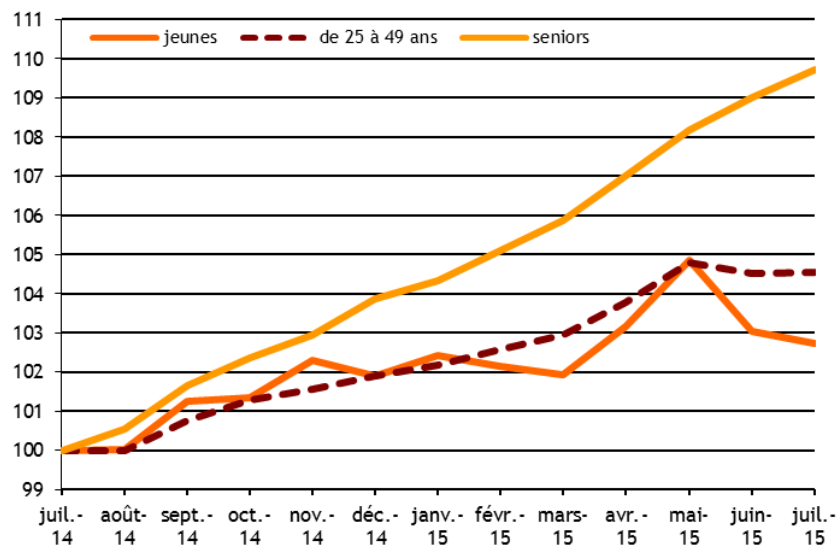
La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

➤ À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

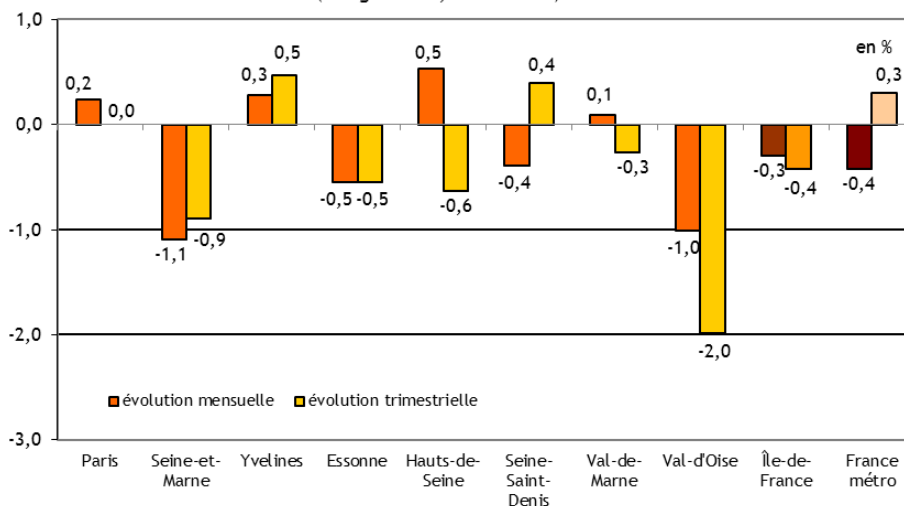
□ En juillet 2015, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi diminue de -0,3 % en Île-de-France et de -0,4 % en France métropolitaine.

□ Ce même mois, la demande d'emploi des seniors continue de croître en région francilienne (+0,6 %) et au niveau national (+0,9 %).

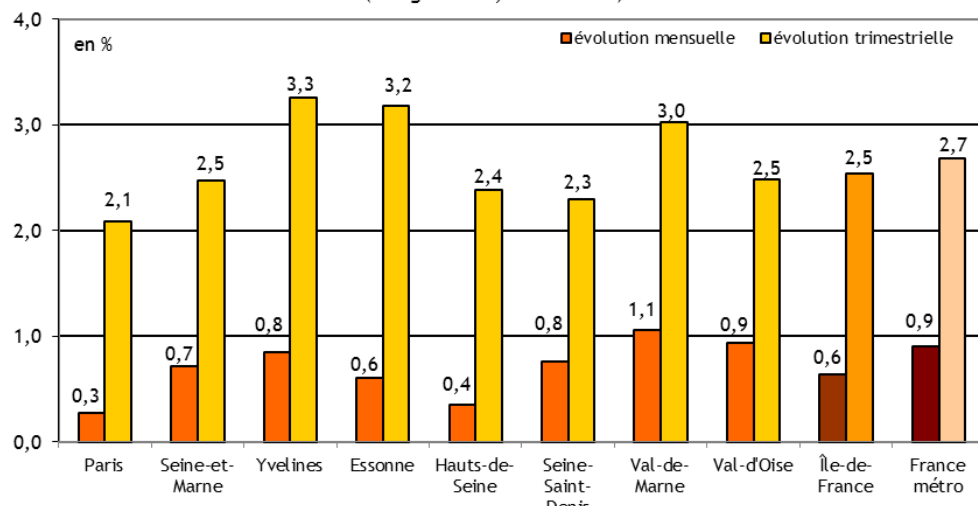
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juillet 2014)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2015

Les demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle* et par métier recherché

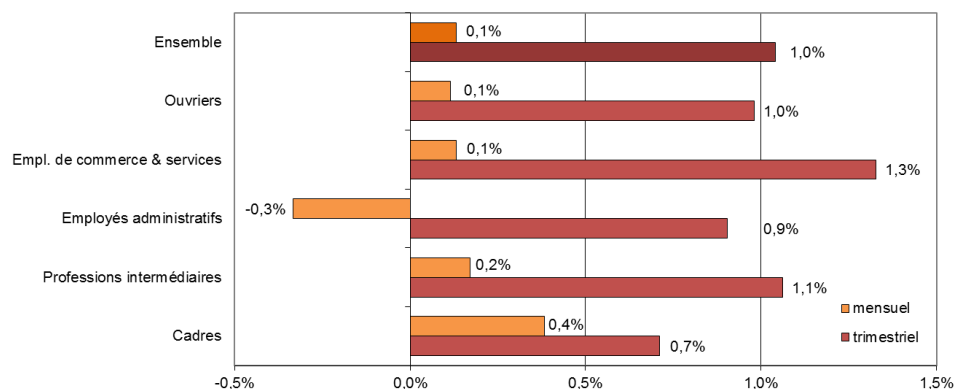
➤ À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

□ En juillet 2015, les employés administratifs, très affectés par la hausse depuis le début de l'année, enregistrent une baisse de -0,3 %. Les cadres, habituellement épargnés, affichent la plus forte hausse du mois (+0,4 %). Pour les autres catégories professionnelles, on observe une légère hausse (+0,1 % à +0,2 %).

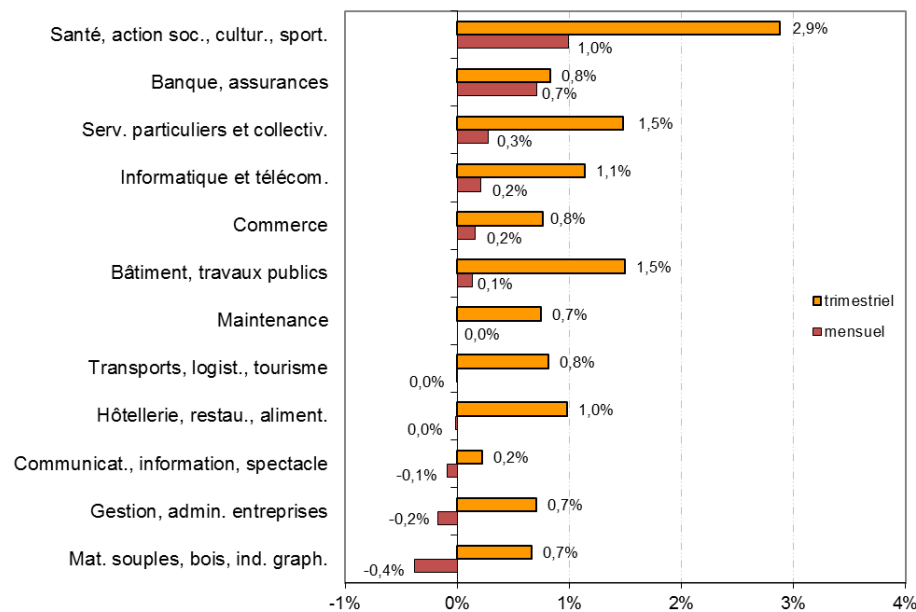
□ Le nombre de demandeurs d'emploi augmente le plus pour les métiers de la santé, de l'action sociale, culturelle et sportive (+1,0 %), à la manière des mois précédents. On retrouve également ceux de la banque et des assurances (+0,7 %), d'ordinaire moins enclins à subir des hausses. Parmi les baisses, on compte les métiers des matériaux souples, du bois et de l'industrie graphique (-0,4 %), ceux de la gestion et administration des entreprises (-0,2 %) ou encore la communication, l'information et le spectacle (-0,1 %).

*La catégorie professionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par catégorie professionnelle (catégorie ABC - données CVS)



Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données CVS)



Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2015

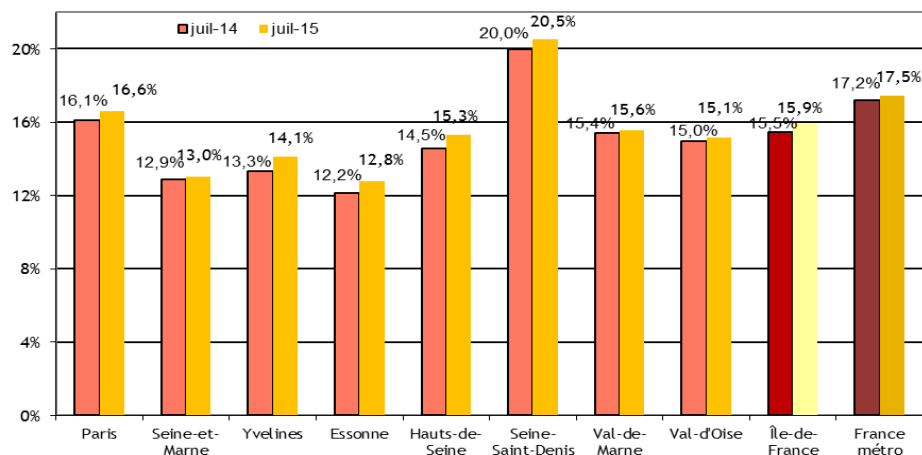
Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

➤ À compter de juin 2015, Pôle emploi accède à des données administratives plus complètes lui permettant de mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation. Ces opérations, réalisées principalement sur le mois de juin 2015, se poursuivent à la marge en juillet et ont un impact à la baisse sur les évolutions du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

□ En juillet 2015, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an augmente de +0,5 % en Île-de-France et de +0,6 % en France métropolitaine. Sur un an, la hausse atteint +8,8 % en région francilienne.

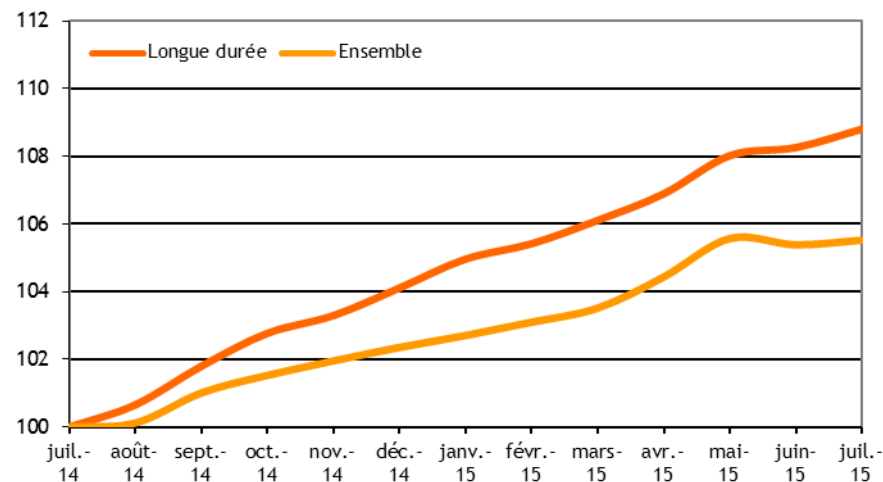
□ 15,9 % des demandeurs d'emploi franciliens sont bénéficiaires du RSA, soit une hausse de +0,4 point en un an.

Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



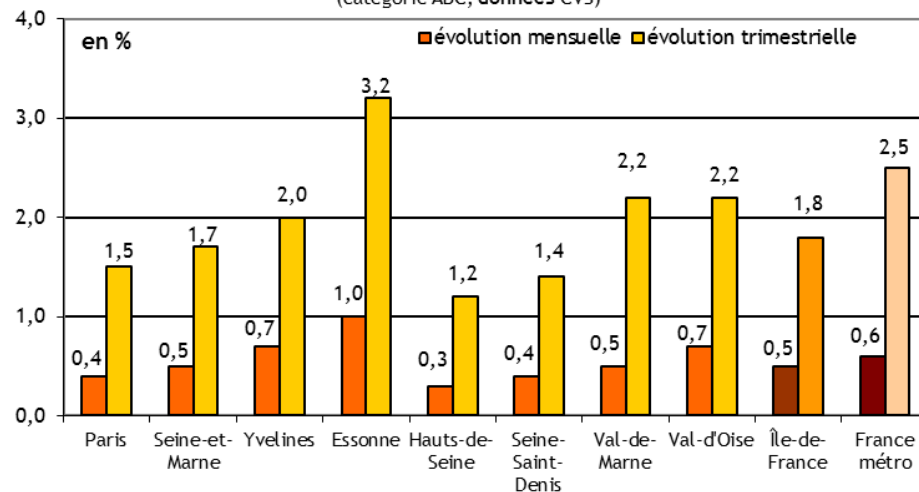
Sources : DARES / Pôle emploi - données brutes

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juillet 2014)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Les entrées et les sorties à la fin du mois de juillet 2015

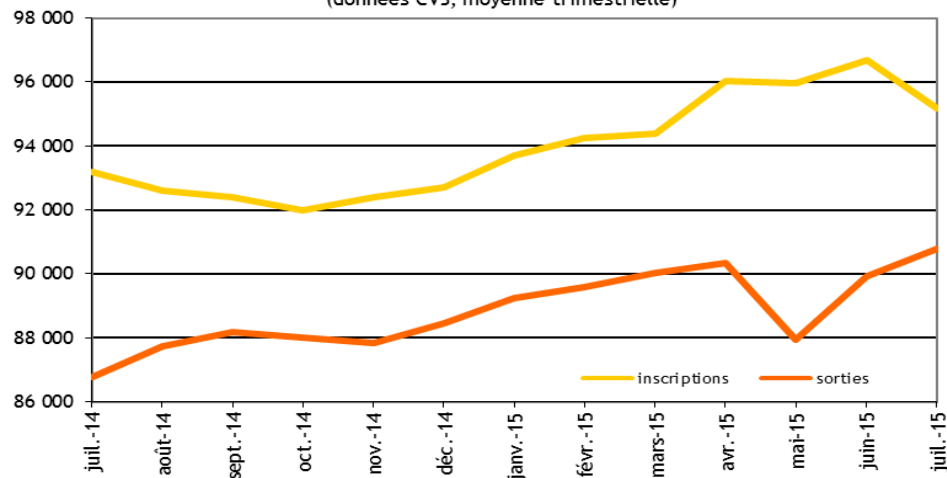
Les entrées et les sorties de Pôle emploi

➤ Les opérations entreprises par Pôle emploi à compter de juin 2015 pour mieux classer les demandeurs d'emploi en formation, en service civique ou en contrat aidé dans l'insertion par l'activité économique dans la catégorie correspondant à leur situation ont, à compter de juin 2015, un impact à la hausse sur le nombre de sorties de catégories A, B, C pour reprise d'emploi et pour entrée en stage. Cet impact est plus important en juin 2015, premier mois de la mise en œuvre.

□ Du côté des entrées, la rubrique « autres cas » concerne 46 % des inscriptions, parmi lesquelles 6 % font suite à des ruptures conventionnelles. Le nombre de licenciements économiques (3 % du total des entrées) et de premières entrées (9 % du total) baisse sensiblement. A l'inverse les reprises d'activité (6 % du total) enregistrent une hausse.

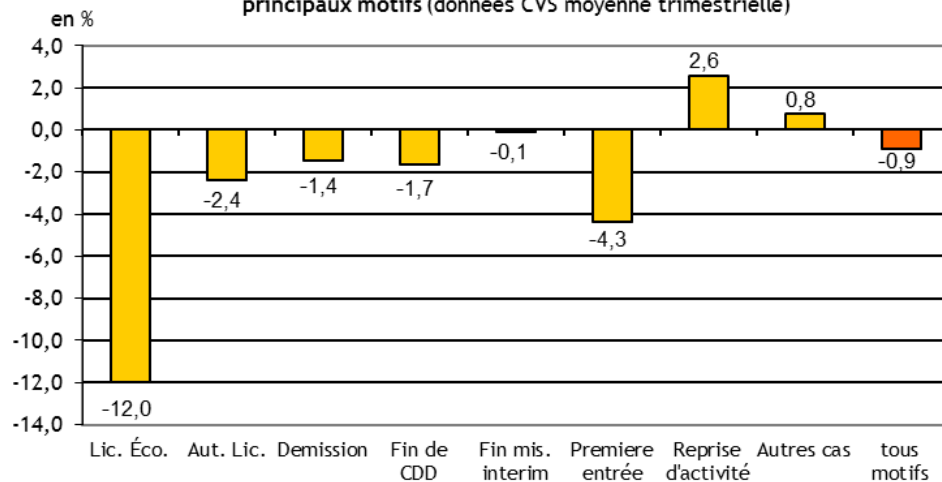
□ Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation (47 % du total des sorties) sont stables tandis que les radiations administratives (8 % du total) affichent une très forte baisse. Les reprises d'emploi déclarées (17 % des motifs) et les entrées en stage (7 % des motifs) connaissent une très forte hausse, vraisemblablement due aux opérations de classement des demandeurs d'emploi réalisées par Pôle emploi en juin.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Évolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



Sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

Le taux de chômage au 1er trimestre 2015

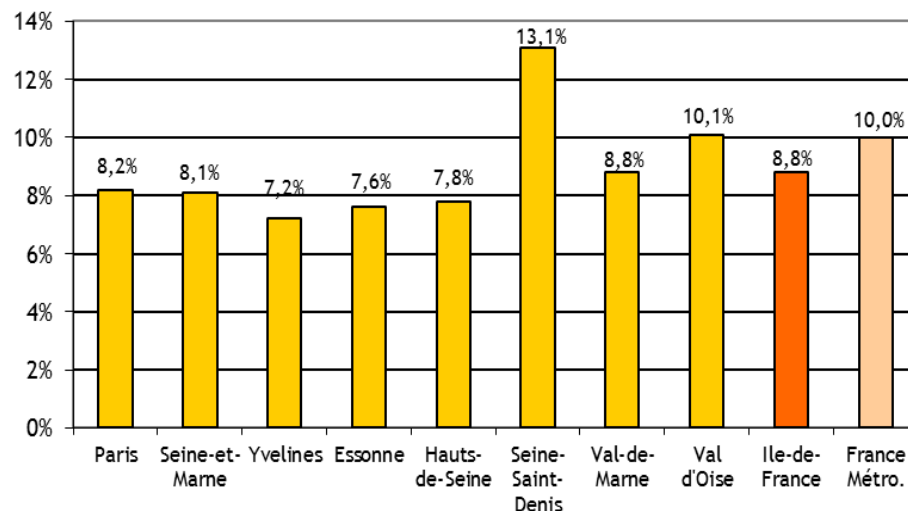
□ Au premier trimestre 2015, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,8 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, en léger recul de -0,1 point par rapport au quatrième trimestre 2014. En France métropolitaine, il diminue également de -0,1 point, pour atteindre 10,0 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France progresse de +0,1 point et il augmente de +0,2 point sur l'ensemble du territoire français (hors DOM). Le taux francilien reste nettement inférieur (-1,2 point) au taux de chômage en France métropolitaine.

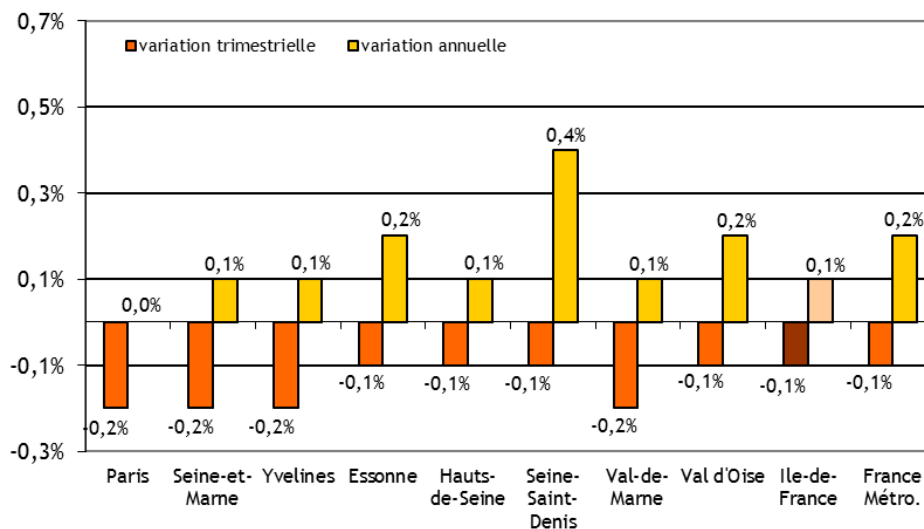
□ La Seine-Saint-Denis demeure le département francilien où le taux de chômage est le plus élevé, atteignant 13,1 % (-0,1 point par rapport au quatrième trimestre, et +0,4 point en un an, la plus forte progression en Île-de-France). Il est suivi par le Val-d'Oise où le taux s'élève à 10,1 % (-0,1 point sur le trimestre, +0,2 point en un an). Ce sont les deux seuls départements franciliens où le taux de chômage est supérieur à celui de la France métropolitaine.

□ Paris voit son taux de chômage s'établir à 8,2 % et reculer de -0,2 point par rapport au trimestre précédent. Il s'agit également du seul département où le taux est resté stable par rapport à l'année dernière.

Taux de chômage localisé au 1er trimestre 2015



Évolution du taux de chômage localisé au 1er trimestre 2015



Source : Insee

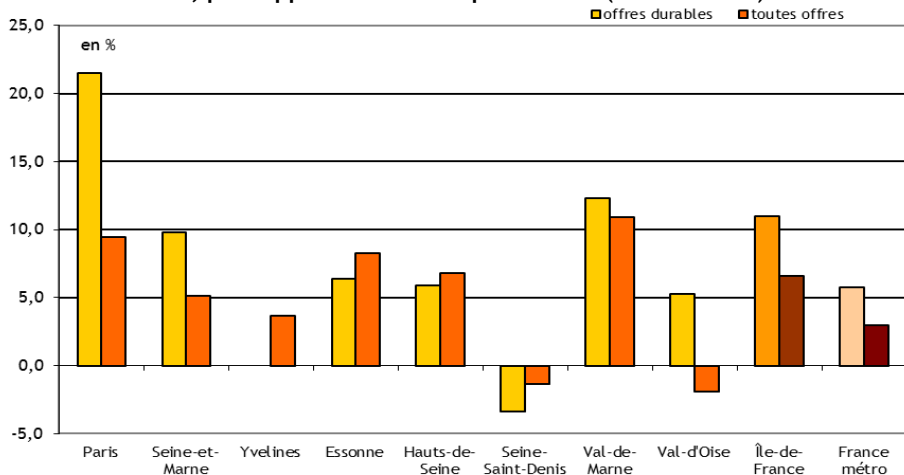
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin juillet 2015

En juillet 2015, 45 210 offres d'emploi ont été collectées directement par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 28 960 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Le nombre d'offres durables diminue par rapport au mois précédent.

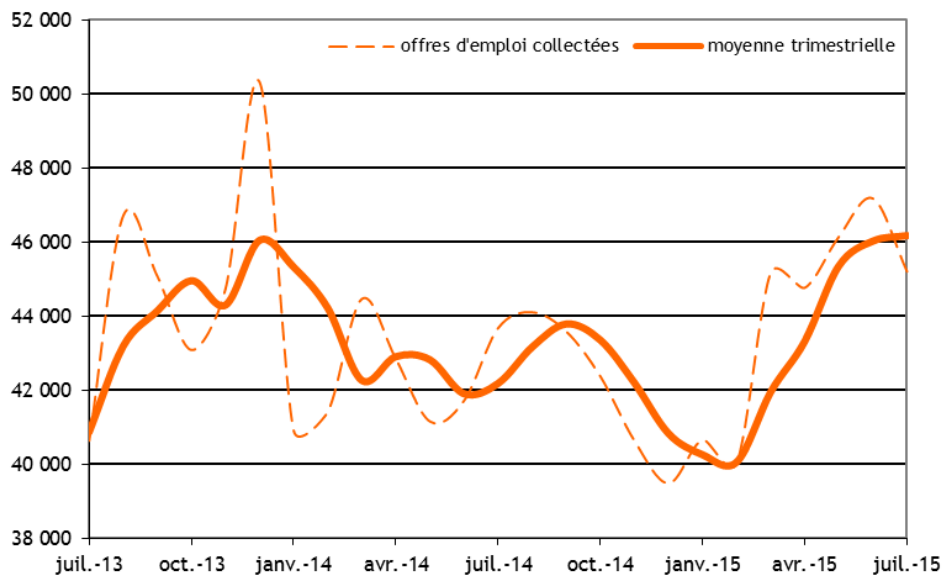
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente sensiblement, de +6,6 %. Bien que les deux types d'offres durables et non durables augmentent, ces dernières connaissent une hausse plus importante, atteignant +11,0 %.

En France métropolitaine, le nombre d'offres d'emploi collectées augmente également, mais dans les deux cas moins fortement (+2,6 % pour le total et +5,8 % pour les offres durables uniquement).

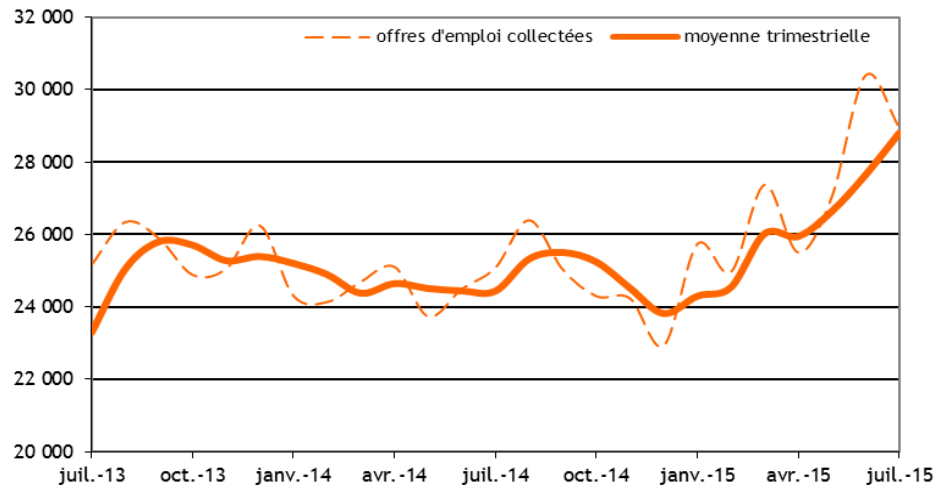
Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis juillet 2013 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis juillet 2013 (données CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

L'intérim à fin mai 2015

❑ En Île-de-France, 292 200 contrats d'intérim ont été signés au mois de mai 2015, soit une moyenne journalière de 89 600 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

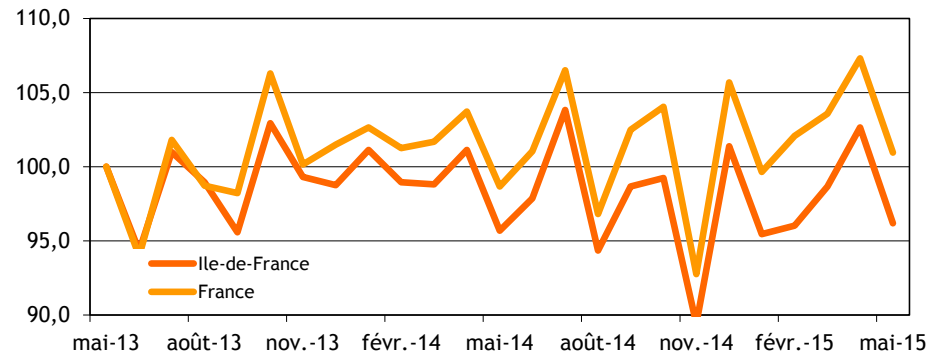
❑ Le nombre de contrats signés a augmenté, alors que le nombre d'intérimaires en EETP a diminué par rapport au mois précédent. En moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est toutefois en hausse de +1,6 % par rapport aux trois mois précédents.

❑ L'utilisation de l'intérim est en hausse dans l'industrie (+1,3 %) ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, grâce notamment à la progression dans la fabrication de matériels de transport et les industries agro-alimentaires (resp. +6,3 % et +3,4 %).

❑ L'intérim dans la construction est en baisse (-1,7 %), mais moins importante que celles enregistrées en fin d'année 2014.

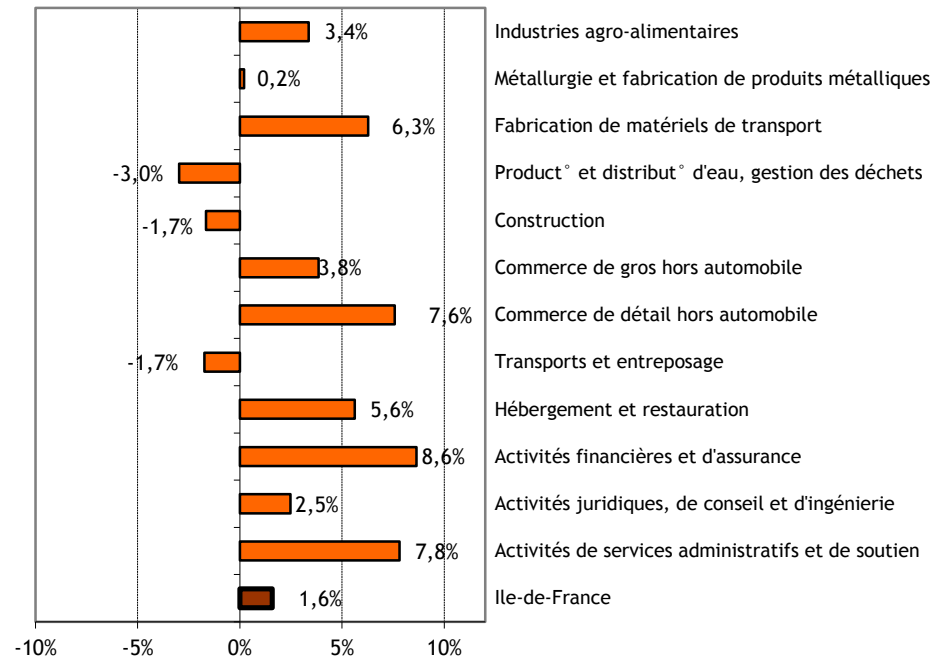
❑ Excepté les transports et entreposage (-1,7 %), les principaux secteurs du tertiaire sont en hausse, mais à des rythmes différents : des fortes progressions sont observées dans les activités financières, les activités de services administratifs et le commerce de détail (resp. 8,6 %, 7,8 % et 7,6 %), plus faibles dans les activités juridiques de conseil et d'ingénierie (+2,5 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin mai 2013)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

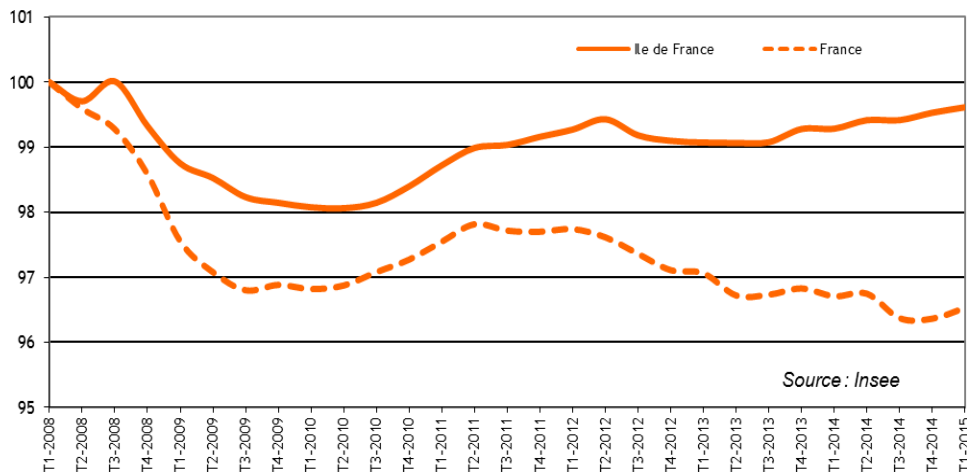
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

L'emploi salarié au 1er trimestre 2015

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1^{er} trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2015	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2014)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2014)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 291 793	1 906	0,1	9 880	0,8
Seine-et-Marne	302 409	-1 707	-0,6	-699	-0,2
Yvelines	364 679	656	0,2	1 626	0,4
Essonne	298 482	-47	0,0	-955	-0,3
Hauts-de-Seine	811 180	21	0,0	598	0,1
Seine-Saint-Denis	393 834	1 016	0,3	1 618	0,4
Val-de-Marne	358 011	1 075	0,3	1 042	0,3
Val-d'Oise	260 126	561	0,2	422	0,2
Ile-de-France	4 080 515	3 480	0,1	13 531	0,3
France métropolitaine	15 390 500	26 400	0,2	-28 600	-0,2

Source : Insee

❑ Au premier trimestre 2015, l'emploi salarié marchand francilien progresse très légèrement (+3 500 emplois, soit +0,1 %) selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand gagne +26 400 postes, soit +0,2 %.

❑ Sur un an, l'emploi salarié progresse de +0,3 % en région francilienne, tandis qu'il recule de -0,2 % en France métropolitaine.

❑ La Seine-et-Marne subit la seule baisse sur le trimestre (-0,6 %, pour -1 700 postes). Les plus fortes hausses concernent la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne (tous deux +0,3 %). Paris est néanmoins le département qui crée le plus grand nombre d'emplois (+1 900 emplois, +0,1 %).

❑ La plus importante hausse annuelle concerne Paris (+0,8 %, +9 900 emplois). Suivent les Yvelines et la Seine-Saint-Denis (chacun +0,4 % pour +1 600 postes), le Val-de-Marne (+0,3 %, +1 000 emplois). Deux départements voient leur emploi salarié marchand reculer : l'Essonne (-0,3 %, -1 000 postes) et la Seine-et-Marne (-0,2 %, -700 emplois).

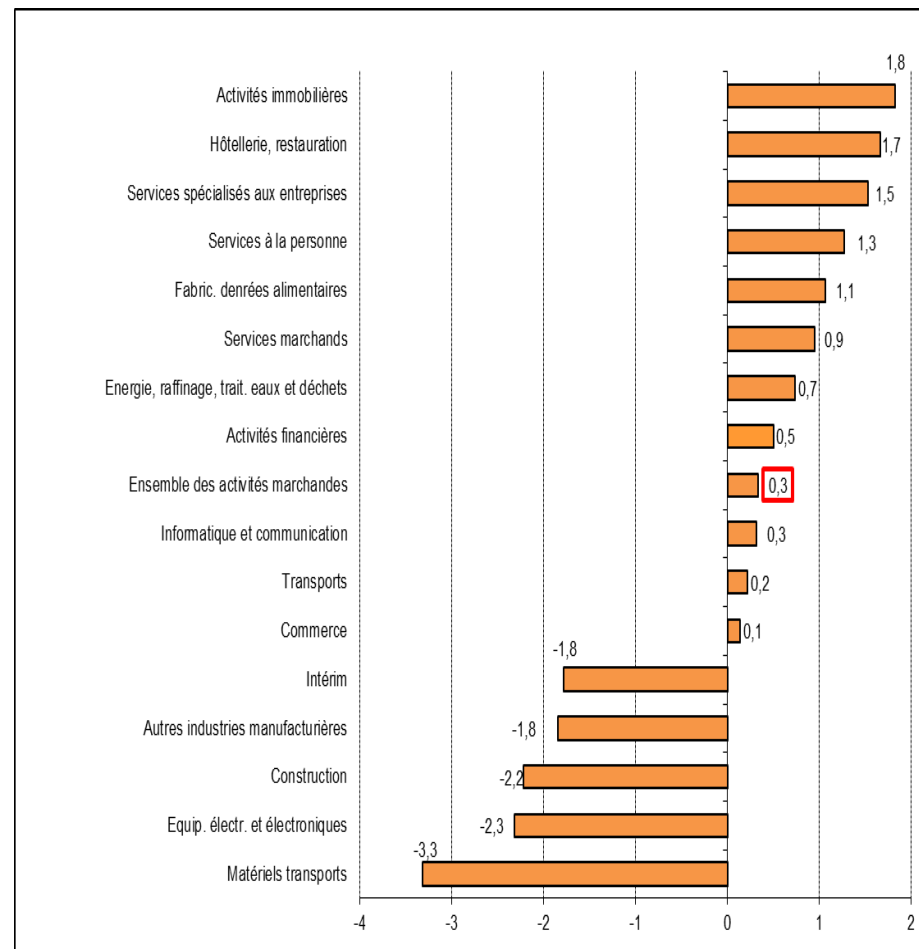
L'emploi salarié au 1er trimestre 2015

❑ Au premier trimestre 2015, le nombre d'emplois dans l'industrie diminue de nouveau en Île-de-France, à l'image du trimestre précédent (-0,4 %). L'emploi recule également dans la construction (-0,2 %) et dans le commerce (-0,1 %). Comme au trimestre précédent, les services marchands restent le seul secteur créateur d'emplois en Île-de-France (+0,3 %).

❑ Sur un an, la construction enregistre une forte baisse (-2,2 %, pour -6 100 emplois). L'industrie affiche également une diminution sensible, à -1,4 % (-6 300 emplois). Elle est due aux baisses observées pour la fabrication d'équipements électriques et électroniques, la fabrication de matériels de transports et les « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...). Le commerce connaît une légère hausse annuelle (+0,3 %, +2 000 postes).

❑ Les services marchands gagnent 25 000 postes sur un an (+0,9 %). En hausse, on retrouve les activités immobilières (+1,8 %), l'hôtellerie et la restauration (+1,7 %) et le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) à +1,5 % (créant le plus grand nombre de postes, soit 13 600). En revanche, malgré le fort rebond au dernier trimestre 2014, le secteur de l'intérim connaît une baisse marquée au premier trimestre 2015 (-2,5 %, -2 100 emplois), qui se traduit par la seule baisse sur l'année parmi les services marchands (-1,8 %, -1 500 postes).

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1er trimestre 2014 et le 1er trimestre 2015, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)



Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

L'activité partielle en juillet 2015

97 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été reçues en juillet. Ce chiffre est le plus faible depuis le début de l'année.

Elles correspondent à 508 007 heures de travail autorisées à être chômées. Un volume en baisse de 34 % par rapport au mois de juin et légèrement inférieur à la moyenne mensuelle de 2014.

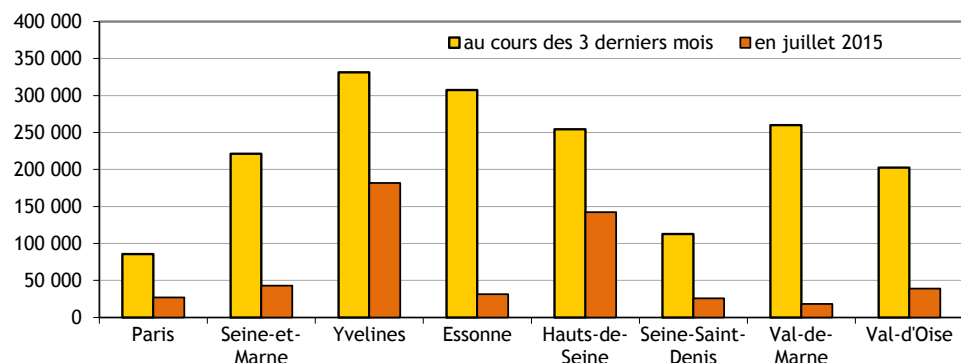
Le département des Yvelines cumule 36 % des heures demandées ce mois-ci dans la région. La grande majorité de ces heures est concentrée en une seule demande d'un grand constructeur automobile.

Les Hauts-de-Seine sont le deuxième département le plus touché avec 28 % des heures demandées. La majorité de ces heures concerne des établissements du secteur de la construction.

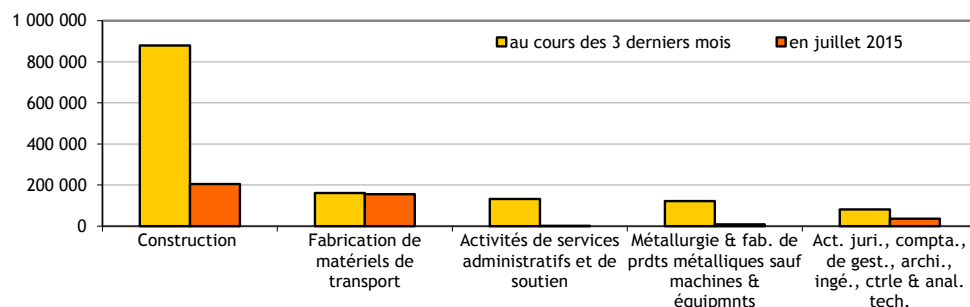
Les établissements des autres départements ont demandé un nombre d'heures bien plus restreint.

Le secteur de l'ingénierie et études techniques a demandé 36 880 heures, lesquelles sont réparties en 16 demandes.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en juillet	97	19	9	16	12	12	11	7	11
cumul 2015	1017	148	147	148	138	81	100	102	153
Heures associées en juillet	508 007	26 934	42 803	181 882	31 283	142 462	25 705	18 106	39 033
cumul 2015	5 655 740	232 557	725 985	1 130 198	827 908	505 207	367 259	708 323	658 303

Les plans de sauvegarde de l'emploi en juillet 2015

➤ A partir du mois de juillet 2015, le suivi des licenciements collectifs change. Les données portent désormais sur les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE).

➤ Nous dénombrerons les PSE pour lesquels la Direccte d'Île-de-France est compétente. Le dénombrement des emplois menacés se fera selon leur établissement de rattachement, car des PSE initiés ailleurs qu'en Ile-de-France ont des conséquences dans la région.

➤ Un PSE est obligatoire lorsqu'une entreprise d'au moins 50 salariés projette de licencier au moins 10 salariés dans une période de 30 jours.

➤ Le champ est différent par rapport aux précédentes synthèses. Auparavant, nous suivions l'ensemble des projets de licenciement d'au moins 10 salariés sur 30 jours, quelle que soit la taille de l'entreprise.

➤ La source est le logiciel SI-Homologation, alimenté directement par les entreprises concernées.

➤ Nous imputons les PSE selon une date appelée date d'initialisation, cette date étant calculée par la DARES. Il s'agit prioritairement de la date d'ouverture des négociations.

➤ Il n'y a pas de lien direct entre les PSE et le nombre d'emplois menacés. La Direccte d'Île-de-France peut être compétente pour un PSE qui impacte des salariés dans d'autres régions. A l'inverse, un PSE attribué à une autre

Direccte peut toucher des salariés franciliens.

➤ Pour la répartition du nombre de PSE par département, figure dans le tableau celui du siège de l'entreprise, éventuellement situé hors de la région francilienne, et ce même si le PSE relève de la compétence de la Direccte d'Île-de-France.

➤ Cela correspond principalement à deux cas :

- lorsque l'entreprise est étrangère et que l'établissement le plus touché est en Île-de-France
- lorsque des établissements affectés se trouvent dans plusieurs régions, la DGEFP choisit la Direccte compétente, qui peut très bien ne pas être la région du siège.

☐ En juillet, 41 PSE ont été initiés en Île-de-France.

☐ L'ensemble des PSE affectant des salariés franciliens menacent 1067 postes.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départements
PSE en juillet	41	5	3	7	1	17	2	0	1	5
cumul 2015	644	176	29	51	34	184	65	35	33	37
Salariés concernés	1 067	137	218	36	4	579	58	1	34	/
cumul 2015	12 149	3 322	565	650	387	3 514	1 954	978	779	/

Emplois menacés et PSE au cours des 12 derniers mois

